

Le président de la FNAC prévoit une baisse des accidents

Page 24

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4144 - Lundi 10 avril 2017 - Prix : 10 DA

Attentats en Egypte

Bilan : au moins 38 morts

Page 24



Des perspectives prometteuses pour renforcer l'investissement local

Sellal aujourd'hui à Djelfa

Page 4

Et si une autre attaque chimique se produisait !

Par Mohamed Habili

Les premiers effets palpables de l'attaque américaine aux missiles contre la Syrie sont le renforcement de la présence militaire de la Russie et la détermination de cette dernière à riposter de quelque manière à une attaque du même type si elle venait à se produire. Une autre conséquence non moins importante est le retrait de la Russie de l'instance de coordination mise en place pour éviter que des incidents regrettables surviennent entre leurs forces opérant en Syrie, et notamment dans son ciel. Le but recherché par les Américains n'était évidemment pas de voir après cela la Syrie dotée d'un système de défense antiaérien à ce point performant que leurs avions et ceux de la coalition qu'ils dirigent ne seraient plus en sécurité dans le ciel syrien. Or il semble que ce soit déjà le cas, à s'en tenir du moins aux nouvelles rapportant que ces avions se sont déjà raréfiés dans le ciel syrien. Dans la lettre qu'il a adressée au Congrès lui expliquant sa décision, Donald Trump a réitéré l'avertissement déjà émis par Nikki Haley, à savoir qu'il ordonnerait à l'avenir une attaque similaire si cela s'avérait nécessaire. C'est-à-dire si une nouvelle attaque chimique avait lieu qui serait à tort ou à raison imputable à l'armée syrienne.

Suite en page 3

Elections législatives du 4 mai

Lever de rideau sur les programmes électoraux

● **Benyounès appelle à une forte participation**



Animant, hier, un meeting populaire à Mostaganem, le président du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounès, a appelé les citoyens à participer «massivement» aux prochaines élections. «Une forte participation aux élections est synonyme de crédibilité et de légitimité des élus qui représentent le peuple au Parlement». Lire pages 2 et 3

Rues d'Alger

Des jeunes parfumeurs importunent les citoyens

Page 4

Exposition à Alger

Yacine Aïdoud dévoile «Expressions croisées»

Page 13

Premier jour de la campagne pour les législatives

Lever de rideau sur les programmes électoraux

■ Le coup de sifflet étant donné hier à 9 heures pour la course à la députation du 4 mai 2017, les chefs de partis et des formations politiques ont choisi, du moins pour la plupart, de défendre leurs couleurs à l'intérieur du pays. Quant aux têtes de listes, c'est dans les chefs-lieux de wilaya où ils ont été proposés qu'ils ont ouvert leur campagne électorale.

Par Linda Naïli

Si le placardage des affiches électorales a commencé en début de matinée, la plupart des meetings populaires ont eu lieu à 10 heures, au cours desquels les premiers responsables des partis politiques ont tenté, chacun comme il peut, de convaincre les électeurs de la pertinence de leurs programmes.

L'enjeu est de taille, lorsqu'on sait que l'abstention demeure la hantise des partis en lice. Et pour cause, en dépit de la volonté affichée par un travail de communication renforcé à même de garantir la réussite de cette campagne, les candidats devront user et abuser de solides arguments pour inciter leurs électeurs à se présenter aux urnes le 4 mai prochain. Si en 2012 le taux de participation aux législatives était de 42%, pour celles en vue les chefs de partis ambitionnent d'atteindre les 50%. Ce qui n'est pas gagné d'avance. Parce qu'en réalité en dehors de la pertinence des programmes électoraux présentés par les uns et les autres, la véritable problématique réside dans le rétablissement de la confiance des électeurs envers les candidats élus. Les électeurs, n'étant plus dupes, continuent d'afficher une indifférence avérée à ce scrutin. Expériences du passé endossées, ces derniers déplorent l'inconscience des candidats qui une fois élus ignorent leurs préoccupations.

Ceci étant, pour ce premier jour de l'opération de persuasion et de marketing politique afin de décliner les grandes lignes de leur programme électoral, les partis politiques ont opté pour les wilayas de l'intérieur du pays où des meetings et des sorties de proximité sont portés sur leur agenda électoral. C'est ainsi qu'à l'est, Djamel Ould Abbes, secrétaire général du FLN, a animé son premier meeting dans la wilaya de Khenchela. Ahmed Ouyahia, secrétaire général du RND, pour sa part, a choisi la wilaya d'El Tarf pour lancer sa campagne électorale et ensuite se déplacer vers Guelma. A El Tarf, Ouyahia, évoquant les grands axes de son programme, a proposé à ses électeurs plusieurs mesures de soutien en faveur des couches sociales défavorisées et des dispositifs d'aide à l'emploi de jeunes et un renforcement de la couverture sanitaire. Il a également insisté sur la nécessité d'exploiter les richesses de la région d'El Tarf et la réhabilitation du travail minier en relançant le gisement minier d'Oum Théboul.

De son côté, Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), a préféré la ville de Bordj Bou Arréridj où pour tenir son pre-



Photo: Soraya J. A.

mier meeting. D'autres partis ont choisi l'ouest du pays. C'est le cas du Mouvement populaire algérien (MPA), où son président Amara Benyounes, a élu Mostaganem comme première wilaya pour animer son meeting populaire où il dira notamment ne pas promettre «des solutions immédiates mais nous présentons de candidats porteurs d'un projet politique et économique au pays». Ammar Ghoul, président du Tadjamou Al Djazair

(TAJ), s'en est allé la matinée à Tiaret pour son meeting d'ouverture de campagne électorale, puis à Tissemsilt. S'agissant du centre du pays, c'est à la Place Emir Abdelkader, Alger, que Abderezak Makri, président du MSP, a organisé son meeting. Echangeant avec des jeunes, il a appelé à l'organisation du marché de la devise, l'intégration de son marché parallèle pour la relance de l'économie nationale. Mohcen Belabbès, président du

RCD, qui a opté pour une campagne de proximité afin d'informer, sensibiliser et mobiliser les citoyens, lors d'une conférence de presse tenue, lui aussi, au siège de son parti à El-Biar-Alger, croit que ces législatives sont un «nouveau départ». Les «solutions aux problèmes des Algériens sont possibles», a-t-il soutenu, précisant que ces préoccupations sont contenues dans le programme électoral de son parti. S'agissant de la commu-

nauté nationale à l'étranger, elle a été la cible de Belkacem Sahli, secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), qui a décidé de rencontrer ses électeurs installés en France lors d'un meeting tenu à Marseille. Alger a également été le choix de Belaid Abdelaziz, président du Front El-Moustakbel, qui a animé une conférence de presse au siège de son parti à Kouba.

L. N.

Début de campagne par des rencontres de proximité à Béjaïa Les candidats prennent le pouls des citoyens

La campagne électorale a débuté hier mais timidement, avec des rencontres de proximité pour prendre le pouls des citoyens. Plusieurs candidats issus des partis politiques et des deux listes indépendantes ont tenté d'investir les villages et communes pour rencontrer les citoyens et surtout distribuer leurs programmes électoraux et se faire connaître pour la plupart. Pour le moment, ils ont privilégié les rencontres de proximité aux grands meetings afin de conquérir l'électorat. Hier, les candidats du RND, à leur tête Kamel Bouchoucha, et ceux de la liste indépendante (LCL) de l'ex-président de l'APW, Farhet Hamid, ont animé des rencontres de proximité. La tête de liste du RND Kamel Bouchoucha a, symboliquement, choisi la ville historique de Kherrata où il a inauguré la permanence électorale du parti au sein de laquelle une rencontre a été animée avec la société civile et aujourd'hui une autre est prévue à Ouzellaguen. Le candidat du RND a parlé du programme du parti, rassuré les citoyens sur la préservation des acquis sociaux du peuple selon la déclaration du 1^{er} novembre 1954 en dépit, dit-il, «de la situation de crise que traverse le

pays». Il a également parlé d'investissement et surtout «lenter», dit-il, «de débloquer les dossiers d'investissement en souffrance qui seront une bouffée d'oxygène pour la région et pour les chômeurs en quête d'emploi». Hamid Farhet, candidat de la Liste des citoyens libres (LCL), a choisi la commune de Béni M'likèche pour lancer sa campagne. Il estime que «les partis politiques ne sont plus représentatifs», citant sa longue expérience en politique, lui qui était cadre du FFS. Il dira : «Nous serons aux côtés des citoyens», s'il est élu le 4 mai.

Il a défendu «un plan d'urgence de développement pour la wilaya afin de la mettre à niveau». De son côté, le RCD a choisi de lancer sa campagne à partir de la ville de Béjaïa. Les candidats du parti de Mohcine Bellabès ont sillonné la ville de Yema Gouraya où ils ont distribué leur programme électoral et écouté voire parler avec les citoyens dans la rue, les cafés, les magasins, au niveau notamment de l'ancienne ville.

Pour M. Athmane, «le changement viendra par la mobilisation des citoyens et par les urnes, par un combat démocratique sur le terrain politique, économique et

social». «Le parti va privilégier l'écoute des citoyens et les rencontres de proximité ces premiers jours», nous dira Mouloud Debboud, candidat du RCD. «Les candidats de ce parti devraient sillonner commune par commune et daïra par daïra et aussi aller dans les villages à la rencontre des citoyens», selon la tête de liste M. Mazouz qui, faut-il le rappeler, est député sortant, chargé de communication du parti, reconduit par sa formation politique.

Les candidats du FFS, à leur tête le député sortant Chaffaâ Bouaïche, devrait organiser une rencontre à El-Kseur, ceux du MSP à leur tête Karim Benaïda à Kherrata, le FNA à Amizour, le Front de l'avenir à Mezouara dans la commune d'Akfadou puis à Tifra dans l'après-midi. La liste du Front de l'avenir est conduite par le député sortant et transfuge du FFS, Khaled Tazaghart.

Ce dernier a parlé de la situation sociale de la wilaya, la misère des citoyens, la défaillance des partis politiques de la région et la nécessité d'un plan socio-économique d'urgence. Pour leur part, les candidats du PST, à sa tête l'universitaire Kamel Aïssat, a animé une

conférence de presse. Ils comptent aller à la rencontre des travailleurs pour défendre leurs idées qui consistent à adopter une nouvelle politique, une autre vision. Les candidats du PST veulent instaurer l'impôt sur la fortune, qui sera prélevé sur les importateurs, les grands industriels, et aider les petits paysans à vivre décemment en développant leurs cultures et mettre fin à l'austérité qui touche, à leur avis, le petit peuple seulement. Pour eux, «le changement viendra par le peuple».

Les candidats du PST comptent aller à la rencontre des travailleurs et chômeurs aussi et appeler à l'unification des forces pour instaurer un véritable Etat démocratique social». M. Aïssat a regretté le fait qu'ils n'ont pas pu obtenir des détachements pour pouvoir mener leur campagne. Les candidats de la «Bonne Gouvernance», à leur tête Fahim Bouchoucha, ont choisi la commune de Tichy pour rencontrer les citoyens et distribuer leur programme. La tête de liste du RPR quant à elle, M^{me} Zina Ikhef, a choisi Amizour pour lancer sa campagne et parlé aux citoyens de son programme.

Hocine Cherfa

Elections législatives du 4 mai

Benyounès appelle à une forte participation

■ Animant, hier, un meeting populaire à Mostaganem, le président du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounès, a appelé les citoyens à participer «massivement» aux prochaines élections. «Une forte participation aux élections est synonyme de crédibilité et de légitimité des élus qui représentent le peuple au Parlement».



Ph/D. R.

Par Louiza Ait Ramdane

Le chef du MPA pense que les institutions du pays ont besoin de cette légitimité des urnes pour, précise-t-il, mener les réformes nécessaires en cette période de crise économique. Devant une salle archicomble, dans le cadre de la première journée de la campagne électorale des prochaines législatives, Amara Benyounès a mis l'accent sur la nécessité d'aller aux urnes et d'exprimer sa voix afin de démontrer aux ennemis de l'Algérie que le peuple est fortement attaché à la démocratie et aux institutions du pays, a-t-il expliqué. Pour lui, il n'y a pas d'autre alternative que la démocratie que concrétisent les élections. «En votant massivement,

nous pouvons prouver aux plus sceptiques la détermination des Algériens, toutes couches confondues, à relever les défis pour édifier une démocratie pacifique, libre, intègre, car elle est la seule voie pour la pérennité de la paix et la stabilité du pays», a ajouté Amara Benyounès, rappelant que son parti a adopté un discours « franc, loin de toute surenchère ». Passant aux propositions électorales de son parti, Benyounès avertit sur les conséquences sociales qu'induiront les réformes économiques dans le pays. «Elles seront sévères et seul un gouvernement crédible et légitime issu d'un Parlement fort pourra les conduire». «Nous ne promettons pas des solutions immédiates, mais nous présentons des candidats porteurs d'un projet politique

et économique au pays», a-t-il indiqué, signalant que son parti propose «un programme global pour une Algérie libre et démocratique». Evoquant le volet économique de son programme, le président du MPA appelle à sortir du système économique bureaucratique et d'opter pour une économie libre et diversifiée, en respectant les principes de la justice sociale. Rappelant l'importance que représente la frange des jeunes dans l'opération électorale, le secrétaire général du MPA a relevé la nécessité de promouvoir l'économie nationale, appelant les jeunes à participer massivement dans l'édification d'une économie diversifiée. M. Benyounès n'a pas manqué de rendre hommage à tous les corps de sécurité, à leur tête l'Armée nationale

populaire (ANP), qui ont fait face durant la décennie noire au terrorisme, rappelant que l'Algérie est le seul pays au monde à avoir vaincu ce fléau avec ses propres moyens. Il a enfin salué les positions courageuses de la diplomatie algérienne concernant plusieurs sujets internationaux. Amara Benyounès a présenté la liste locale des candidats de la wilaya de Mostaganem avec, à sa tête, Guermat M'hamed Lakhel, et rappelé que son parti est présent dans 47 circonscriptions électorales. En parallèle à l'activité de Benyounès, la tête de liste de la wilaya d'Alger, Idir Benyounès, a entamé la campagne à Sidi Moussa, dans la wilaya d'Alger.

L. A. R.

Tizi Ouzou/Point de presse du RCD

«Le boycott est notre seul adversaire durant cette campagne...»

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a entamé, hier, la campagne électorale officielle des prochaines législatives à Tizi Ouzou par une conférence de presse, au siège du parti de la commune du chef-lieu de la wilaya, pour présenter ses candidats et le programme électoral. Elle a été animée conjointement par le candidat tête de la liste du RCD dans la wilaya de Tizi Ouzou, Yacine Aïssiouane, le directeur local de la campagne électorale, Haroun Rabah, le chargé de communication Mohand Ikherbane et Lila Hadj Arab numéro trois sur la même liste. Dans la déclaration lue à

l'entame de la conférence, le RCD soutient que les législatives du 4 mai prochain sont «une occasion pour renouer avec la résistance citoyenne et dénoncer la trahison et le reniement» et que «débattre et écouter sont le viatique sur lequel s'appuient toutes les solutions contenues dans le projet du RCD». Pour Yacine Aïssiouane, le seul adversaire de son parti durant cette élection est le «boycott», en réponse à une question sur la concurrence que pourrait constituer les autres listes en lice à Tizi Ouzou. Il a ainsi souligné que «le boycott est notre seul adversaire dans cette campagne» et seule une participation massive des

citoyens pourra contrecarrer toutes tentatives de fraude et agir en faveur de la transparence du prochain scrutin. Dans le même sillage, Aïssiouane est catégorique quant à la régularité des prochaines législatives, affirmant que «la fraude n'existe pas en Kabylie». A notre question sur les activités prévues à l'occasion de cette campagne, Haroun Rabah a précisé que le parti aura à organiser deux à trois meetings par jour à travers les différentes localités de la wilaya de Tizi Ouzou, en plus des sorties de proximité. Par ailleurs, d'autres partis en course pour les prochaines législatives à Tizi Ouzou, à l'instar du

Rassemblement national démocratique (RND), le Front de libération nationale (FLN) et le Front des forces socialistes (FFS) ont organisé des rencontres avec leurs militants et sympathisants. Le RND était à M'kira, Ifigha et Tizi Ghenif, le FLN à Draâ Ben Khedda et le FFS à Ouacifs, selon le programme communiqué par ces partis. A rappeler, enfin, que 15 listes sont en course à Tizi Ouzou pour le scrutin législatif du 4 mai, à savoir 11 partis et 4 listes indépendantes. 359 salles et 1 110 placettes publiques sont réservées pour les activités des participants durant cette campagne électorale.

LA QUESTION DU JOUR

Et si une autre attaque chimique se produisait !

suite de la page Une

Or, de deux choses l'une : ou bien c'est effectivement cette dernière qui se trouve responsable de la dernière attaque, et alors il y a des chances pour qu'elle ne se reproduise pas ; ou bien elle n'y est pour rien, et alors il y a tout lieu de penser qu'il s'en produirait une autre du même genre que celle de Khan Sheikhoun, les multiples ennemis de Bachar Al Assad étant en effet prêts à tout pour le faire tomber. La deuxième hypothèse est de loin la plus plausible. En effet, l'armée syrienne étant en train de l'emporter n'a rien à gagner à recourir à l'arme chimique, rien que la condamnation et le mépris du monde. En fait, c'est là le plus sûr moyen de compromettre la victoire qui se précise désormais chaque jour davantage en sa faveur. Tout cela fait qu'il n'existe pas de réponse à la question qui s'impose dans ce genre de crime autre que celle qui l'innocente, puisque ce n'est pas à elle qu'elle profite, sauf à lui prêter des calculs infiniment retors et incertains. Si elle n'a pas commis l'attaque chimique de Khan Sheikhoun, si autrement dit ce sont ses ennemis qui se sont arrangés pour qu'elle lui soit attribuée, alors il est quasi certain qu'il s'en produira d'autres, d'autant plus sûrement d'ailleurs que sa victoire ne cesse de prendre forme. Entre perdre cette guerre ou faire en sorte qu'elle devienne une guerre entre les deux superpuissances, le choix est vite fait pour l'opposition syrienne et ses alliés dans la région. Ils estiment avoir bien plus à perdre d'une victoire de Bachar Al Assad que d'un affrontement direct entre les deux superpuissances. Pour certains des pays de la région en tout cas, tout vaudrait mieux que cette victoire, non pas tant d'ailleurs parce qu'elle serait le cas échéant celle de Bachar Al Assad que parce qu'elle serait celle de l'Iran, leur principal et peut-être unique ennemi. Cela fait déjà un certain nombre d'années qu'ils poussent les puissances occidentales à faire la guerre à l'Iran sans y parvenir. Peut-être qu'une attaque chimique en Syrie habilement ourdie pour être imputée à l'armée syrienne serait à même de donner le coup d'envoi à un véritable embrasement de la région, susceptible de mener quant à lui autant à l'effondrement de la Syrie qu'à celui de l'Iran. Certes, il faudrait pour ce faire infliger une défaite terrible à la Russie, ce qui n'est pas évident. Mais avec tous les membres de l'Otan sur le pied de guerre comme un seul homme, cela devrait pouvoir se faire, à supposer qu'il ne suffise pas de donner ce spectacle convainquant de l'union pour que la Russie se fasse une raison et quitte le champ de bataille. Ainsi pensent beaucoup en ce moment même, tant au Moyen-Orient qu'en Occident.

M. H.

Rues d'Alger

Des jeunes parfumeurs importunent les citoyens

■ Ces jeunes, à peine sortis de l'adolescence, accourent vers les citoyens pour les asperger de leurs extraits sur la main. Ils vantent ainsi leurs marques de cosmétique, chacun à sa manière, afin d'inciter les passants à les acheter.

Par Yacine Djadel

On les voit partout à Alger-Centre. De la place Audin à celle de l'Emir, allant jusqu'à la rue Hassiba, ces jeunes parfumeurs sont là. Des échantillons de parfum à la main, ils proposent leurs marques de fragrance aux passants qui affluent dans les rues d'Alger. Ces jeunes, à peine sortis de l'adolescence, accourent vers les citoyens pour les asperger de leurs extraits sur la main. Ils vantent ainsi leurs marques de cosmétique, chacun à sa manière afin d'inciter les passants à les acheter. Il semble trouver une bonne astuce commerciale pour mieux vendre leurs produits, mais cette méthode s'avère des moins civiques et manque de beaucoup de tact.

Selon plusieurs personnes interrogées sur place, ces parfumeurs des rues, comme les nomment certains, non seulement ne savent pas s'y prendre avec les gens, mais pire encore, ils les importunent avec insolence. «Ils m'abordent chaque jour, car j'emprunte quotidiennement la rue Hassiba pour regagner mon lieu de travail. Une fois je me suis presque faite agressée par un de ces jeunes vu qu'il voulait à tout prix essayer sur moi un de ses nouveaux extraits. Comme j'ai refusé, la situation a viré en une altercation entre lui et moi», nous a fait part une dame rencontrée sur les lieux. «Parfois, ils veulent de force vouloir nous asperger de leurs extra-



its et quand une personne refuse s'ils n'essayent pas de s'agripper à vous pour le faire quand même, ils vous lancent un tas de commentaires désagréables, même vulgaires et obscènes parfois», ajoute un autre monsieur. Une situation, encore une fois, des plus dérangeantes pour les citoyens qui passent par le centre-ville d'Alger. Des pratiques qui se veulent innovantes, mais sont ratées vu les nombreuses déconvenues qu'elles laissent chez les gens. Sans exagération aucune, il est clair

qu'asperger un passant dans la rue dont on ignore tout de sa santé peut s'avérer dangereux pour lui.

Il suffit d'imaginer un citoyen allergique à toutes sortes de parfums, l'acte de le parfumer de force par ces vendeurs ambulants d'extraits peut lui être fatal. C'est dire à quel point on peut toucher à la santé publique par un acte banal, celui d'inviter un inconnu à se parfumer en échantillon. Du côté de ces jeunes parfumeurs, le regard qu'ils portent sur cet état de fait est tout autre.

Pour eux, c'est juste un moyen parmi d'autres de gagner leur vie, notamment en ces temps où le chômage est en hausse. L'un d'entre eux, qui semble un peu cultivé, lâcha cette expression : «C'est le nouveau marketing *kho*». Marketing ou non, vendre au détriment de la tranquillité des citoyens est tout sauf admissible. Sachant aussi que si cette nouvelle méthode de vente qui, rappelle-t-on, est importée de l'étranger, inspire bien nos jeunes, ces derniers ont juste eu connaissance du concept, sans

la moindre manière de l'appliquer convenablement et le professionnalisme qui va avec.

A ce propos, il est important de rappeler que si un peu partout en Algérie les jeunes semblent de plus en plus attirés dans les grandes villes par ces tendances modernes, celles venues principalement des pays occidentaux, pour ce qui est du respect d'autrui, de l'intelligence et du civisme, ils sont loin de frapper de si tôt à nos portes.

Y. D.

Des perspectives prometteuses pour renforcer l'investissement local

Sellal aujourd'hui à Djelfa

La wilaya de Djelfa, qui s'apprête à accueillir, lundi, le Premier ministre Abdelmalek Sellal, enregistre actuellement une dynamique de développement très forte particulièrement visible dans les actions entreprises pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens (travaux publics, AEP, éducation, santé, énergie). Des actions qui renforceront, à coup sûr, les initiatives de développement dans le secteur agricole dans cette région stérile du pays, réputée pour sa vocation agropastorale et pour l'élevage ovin notamment. Considérant le déficit en eau potable enregistré dans la région, une attention particulière a été portée au secteur, ces dernières années, en lui affectant de nombreux projets de transferts hydrauliques dotés d'enveloppes colossales, selon les données fournies par la direction locale des ressources en eau qui souligne la dépendance exclusive de la région à l'égard des eaux souterraines, en matière d'alimentation en eau potable (AEP). La commune de Zaâfrane, à 50 km au nord-ouest de Djelfa, fait partie des localités où le problème d'AEP est désormais un mauvais souvenir grâce au projet de transfert d'eau réalisé à partir du bassin du barrage Oum Droue, ayant porté le

volume d'approvisionnement de la localité à une moyenne de 60L/seconde. Un projet similaire, à partir du même bassin hydrique alimentant la commune de Zaâfrane, a été destiné aux communes de Bayzid et Dar Chioukh, pour une enveloppe de plus de deux milliards de DA, au même titre qu'aux localités de Hed Shari et Ain Afka qui ont bénéficié d'un transfert hydrique à partir du bassin Ouled Said, alimentant, également, la ville d'Ain Ouessara. S'agissant du chef-lieu de wilaya, la station d'Oued Sder a vu ses capacités renforcées, grâce à la réalisation de neuf nouveaux forages qui s'ajoutent aux 11 déjà existants en son sein, qui ont été raccordés à un réseau de conduite double, parallèlement à la rénovation du réseau AEP de la ville de Djelfa, dont la première phase des travaux est achevée à 90%.

L'agriculture, l'autre atout d'excellence de la wilaya

Le secteur agricole est considéré comme un véritable moteur de développement pour cette wilaya de la steppe algérienne, s'ajoutant à un autre atout, et non des moindres, soit la vocation pasto-

rale et d'élevage de cette région, comptant plus de trois millions de têtes ovines. En effet, les chargés du secteur de l'agriculture à Djelfa fondent beaucoup d'espoirs sur la filière oléicole, dont la surface est actuellement estimée à 11 000 ha, avec à l'actif du secteur pas moins de quatre huileries modernes couvrant les besoins de la wilaya et ceux de wilayas voisines. La partie nord de la wilaya, soit les localités d'Ain Ouessara, El Birine Bennahar, Hassi Fdoul et Hed Shari, constitue l'autre atout majeur pour le secteur agricole, au vu des investissements d'importance qui y sont réalisés en matière d'arboriculture fruitière et de production de viandes blanches notamment. Les capacités de la région en matière de production de viandes blanches sont d'ailleurs appelées à s'accroître à l'avenir, grâce à la mise en exploitation attendue du premier complexe de viandes blanches, au double plan national et territorial, réalisé par un investisseur privé à Ain Ouessara, en conformité avec des normes internationales.

Les autorités locales de Djelfa comptent beaucoup sur les potentialités humaines et naturelles de la région, pour promouvoir l'investissement comme fac-

teur de développement, et ce, en mettant le foncier industriel nécessaire à la disposition des investisseurs, tout en leur accordant les facilitations qu'il faut, afin d'attirer le plus de projets susceptibles de créer la richesse et l'emploi. Les chiffres fournis par la Direction de l'industrie et des mines (DIM) à ce sujet font état de l'adoption de 548 projets à Djelfa, affectés d'un foncier global estimé à 601 ha, avec une perspective de création de plus de 30 000 emplois.

Sur ce total de projets, plus d'une centaine ont été lancés à ce jour. Selon la même source, la wilaya de Djelfa, qui dispose d'une zone industrielle au chef-lieu, et cinq autres zones d'activités au niveau de ses daïras, sera renforcée par la création de deux zones d'activités, outre un parc industriel, déjà concrétisé à 10%, au niveau de la ville d'Ain Ouessara (à 100 km au nord de Djelfa).

Il a été également signalé la réhabilitation en cours de deux zones d'activités, respectivement à Hassi Bahbah (50 km au nord de Djelfa) et El Birine, avec des taux d'avancement estimés à 83% et 43%, selon les chiffres fournis par la DIM.

Hani T./APS

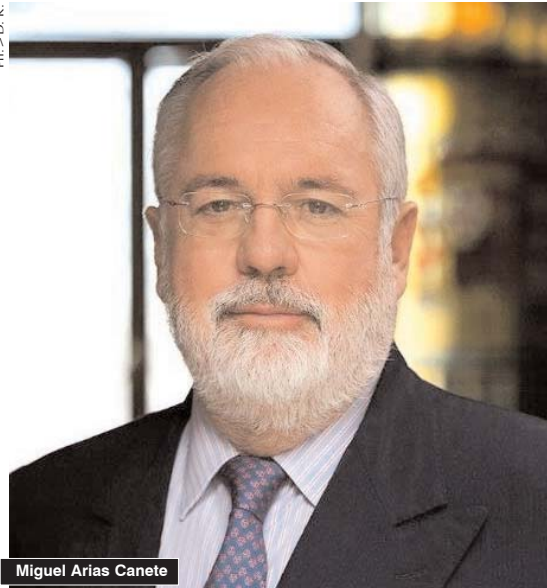
Energie

L'Algérie est un fournisseur «fiable» et «majeur» de l'UE

■ Le commissaire européen chargé de l'action pour le climat et de l'énergie, Miguel Arias Canete, a salué, hier, la qualité et la densité du partenariat stratégique algéro-européen dans le domaine de l'énergie, affirmant que l'Algérie, un fournisseur «fiable» et «majeur» de l'Europe, est aussi «un partenaire clé» de l'Union européenne (UE) tant au niveau bilatéral qu'au niveau régional.

Par Safia T.

«L'énergie est un domaine prioritaire du partenariat euro-méditerranéen, car c'est un élément indispensable pour la construction d'une zone de prospérité et stabilité partagée. Dans ce cadre, l'Algérie est un partenaire clé pour l'UE, tant au niveau bilatéral qu'au niveau régional», a-t-il déclaré à l'APS. Troisième fournisseur de l'Europe en gaz, derrière la Russie et la Norvège, «l'Algérie est un fournisseur majeur de l'Europe, un fournisseur qui a toujours été fiable, même dans les périodes difficiles», a reconnu le commissaire Canete qui a dit «apprécier» cette fiabilité. Pour le commissaire européen à l'énergie, le gaz naturel est «un enjeu stratégique pour les deux parties», assurant, à ce titre, que «l'Europe est, et a vocation à rester, le principal client de l'Algérie». Selon ce commissaire, l'UE et l'Algérie sont dans une relation d'«interdépendance». «L'Europe s'appuie sur le gaz algérien pour sa



Miguel Arias Canete

l'Algérie s'appuie sur le marché européen pour la sécurité de la demande», a-t-il expliqué, exprimant la volonté de l'UE de voir

bénéfique du gaz se poursuivre et se développer davantage». La porte-parole du commissaire Canete, Anna-Kaisa Ikonen, affirmait, il y a une année, que les estimations de la consommation européenne de gaz, quel que soit le scénario, montrent que l'UE continuera à être un grand marché pour le gaz. Après cinq années consécutives de baisse, la consommation d'énergie au sein de l'UE a légèrement rebondi en 2015, montrent des données publiées récemment par l'office statistique de l'UE, Eurostat, qui a précisé que cette consommation s'est élevée à 1 626 millions de tonnes équivalent pétrole en 2015 contre 1 607 millions un an auparavant. Eurostat a souligné, à ce titre, qu'au cours de cette période, la dépendance de l'UE vis-à-vis des impor-

tations de combustible fossiles a augmenté, 73% étant importés en 2015 contre à peine plus de la moitié (53%) en 1990. La nouvelle stratégie de l'Union de l'énergie adoptée, il y a plus de deux ans par la Commission européenne, mise sur le développement du GNL et met l'accent sur la construction de nouveaux terminaux et leur raccordement au réseau européen de gazoducs.

Partenariat stratégique Algérie-UE : un bilan positif

Près de deux ans après la tenue de la première réunion du dialogue politique sur l'Énergie entre l'UE et l'Algérie, le commissaire Canete juge le bilan du partenariat «positif». «Le dialogue est opérationnel. Le groupe de travail sectoriel et les groupes d'experts sur le gaz et les énergies renouvelables/efficacité énergétique se sont réunis à plusieurs reprises, ce qui a permis d'établir un rapport de confiance réciproque avec les interlocuteurs algériens», a-t-il affirmé. Le partenariat stratégique euro-algérien sur l'énergie, lancé il y a deux ans, lors de la première visite à Alger du commissaire européen à l'énergie, est aujourd'hui «une composante permanente et structurelle» des relations euro-algériennes. La réunion annuelle de haut niveau Algérie-UE, prévue demain mardi à Bruxelles, sera l'occasion de «faire le point sur la mise en œuvre du partenariat algéro-européen», a indiqué le commissaire Canete qui compte décider avec le ministre de l'Énergie, Noureddine Boutarfa, «des nouvelles initiatives à mettre en œuvre dans les mois à venir». «Le lancement du dialogue politique a marqué un saut qualitatif dans le partenariat énergétique

UE-Algérie», a-t-il soutenu, relevant que le partenariat poursuit l'objectif prioritaire de faciliter et encourager les investissements européens dans le domaine du gaz et des renouvelables. D'ailleurs, le Forum d'affaires algéro-européen, organisé le 24 mai 2016 à Alger, «a été un succès du point de vue de la participation et de la manifestation d'intérêt des entreprises européennes», a commenté le Commissaire Canete. Néanmoins, il a estimé qu'«il est important que le cadre réglementaire des investissements soit amélioré afin que l'Algérie devienne une destination plus attrayante pour les investissements européens». Relevant le «grand potentiel» de l'Algérie pour les énergies renouvelables et pour les gains d'efficacité énergétique, le commissaire européen à l'énergie a affirmé que l'UE souhaite «promouvoir les investissements européens dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en facilitant les contacts entre les entreprises européennes et les autorités et entreprises algériennes». «L'UE est fortement engagée à soutenir l'Algérie dans ces domaines», a-t-il ajouté, rappelant que l'Algérie et la Commission européenne ont signé le 13 mars, lors du Conseil d'association Algérie-UE, la convention de financement du programme de coopération «Appui au secteur des énergies renouvelables, principalement électriques, et de l'efficacité énergétique» financé par l'UE avec un budget de 10 millions d'euros.

S. T./APS

La réunion annuelle de Haut niveau Algérie-UE demain à Bruxelles

LE MINISTRE de l'Énergie, Noureddine Boutarfa, coprésidera demain à Bruxelles avec le Commissaire européen en charge de l'action pour le Climat et de l'énergie, Miguel Arias Canete, la réunion annuelle de Haut niveau Algérie-Union européenne (UE), indique hier le ministère dans un communiqué. Cette réunion se penchera sur l'examen du rapport d'activité du partenariat stratégique Algérie-UE, ainsi que sur «les perspectives, les priorités et les activités futures notamment en matière de facilitation des investissements dans l'exploration et la production de gaz naturel en Algérie». Elle portera aussi sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, ainsi que l'organisation de forums d'affaires, a ajouté la même source. Par ailleurs, en marge de cette réunion, il est prévu une rencontre entre M. Boutarfa et le Commissaire européen, poursuit le communiqué. S. T.

sécurité d'approvisionnement et «ce commerce mutuellement

Prix

Le pétrole finit la semaine en hausse

Les prix du pétrole ont terminé la semaine en hausse, aidés par une recrudescence générale d'interrogations géopolitiques, notamment après les frappes américaines contre les forces syriennes. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord a pris 35 cents à 55,24 dollars sur contrat pour livraison en juin à l'Intercontinental Exchange (ICE). Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a gagné 54 cents à 52,24 dollars sur le contrat pour livraison en mai au New York Mercantile Exchange (Nymex). «Les événements en Syrie, les

discussions avec la Chine... Il se passe beaucoup de choses et les investisseurs restent prudents en maintenant leurs positions orientées à la hausse», a expliqué un analyste. La Syrie s'est invitée au premier sommet entre Donald Trump et Xi Jinping, le président américain ayant ordonné des frappes contre les forces de Bachar al-Assad alors même qu'il recevait son homologue chinois en Floride. «Le principal risque pour le marché pétrolier, c'est une escalade vers un plus large conflit qui ferait douter de l'offre russe, iranienne ou même irakienne», estime un expert. Du côté de

la Chine, premier importateur mondial de pétrole, les observateurs sont à la recherche de signes d'apaisement avec Washington, le président américain ayant régulièrement tenu des propos agressifs envers Pékin, en particulier sur le plan commercial. «Il se pourrait que les Etats-Unis exportent encore plus vers ce pays», a dit un autre analyste. Trump a d'ores et déjà assuré avoir accompli des «progrès spectaculaires» dans ses relations avec la Chine, au deuxième jour de ce sommet. «Et puis il y a le Venezuela», a enchaîné l'analyste. «S'il y a de quel-

conques bouleversements là-bas, cela risquera de perturber une production déjà au ralenti». Un opposant au président socialiste vénézuélien, Nicolas Maduro, a été tué à Caracas lors de heurts entre manifestants et forces de l'ordre, dans un climat de tension croissante. Au cours de la semaine, le marché pétrolier restait soutenu malgré la hausse des stocks de pétrole aux Etats-Unis. Lors de la semaine achevée le 31 mars, les réserves commerciales de brut ont progressé de 1,6 million de barils pour atteindre 535,5 millions, alors que les analystes tablaient, de façon médiane, sur

un recul de 150 000 barils. Le chiffre du DoE va également à l'encontre des estimations publiées la veille par la fédération privée American Petroleum Institute (API), qui avait fait part d'une nette baisse des stocks de brut. A ce niveau, les réserves commerciales de brut s'inscrivent en hausse de 0,1% par rapport à la même époque de 2016 et passent au-dessus de la limite supérieure de la fourchette moyenne dans cette période. Pour la cinquième semaine consécutive, les réserves stratégiques de brut ont par ailleurs été abaissées, cette fois de 500 000 barils. R. E.

22^e opération de relogement à Alger

Distribution de 4 000 unités de logement sur trois étapes

■ Près de 4 000 unités de logement seront distribuées aux habitants des bidonvilles sur trois étapes principales dans le cadre de la 22^e opération de relogement de la wilaya d'Alger qui débutera peu avant le 4 mai prochain, a annoncé le wali d'Alger.



Par Lydia O.

Le plan de distribution des nouveaux logements se fera en trois étapes dans le cadre de la 22^e opération de relogement. Au total, 4 000 unités de logement seront distribuées dont 2 000 unités selon la formule public-locatif (LPL) et 2 000 autres selon la formule social-

participatif (LSP), a précisé le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, lors de sa visite sur terrain à plusieurs communes de l'est d'Alger. Avec la distribution de ce lot de logements, la campagne d'éradication des bidonvilles à Alger sera totalement achevée, a indiqué M. Zoukh qui a ajouté que la priorité sera accordée par la suite à l'embellissement de la capitale. Le responsable a évo-

qué par ailleurs des projets de développement dans des communes relevant de la circonscription administrative de Dar El Beida qui a bénéficié du plus grand nombre d'opérations de relogement, outre la restitution de terrains importants exploités pour l'intérêt public. Le wali d'Alger a inauguré à cette occasion des espaces récréatifs et culturels ainsi que 10 stades de

proximité. M. Zoukh, qui a inspecté près de 35 projets de développement à travers 7 communes, a mis l'accent sur l'importance de la mise en œuvre du plan de développement local, appelant les collectivités locales à contribuer à l'amélioration de l'environnement du citoyen. A El Marsa, M. Zoukh a annoncé le lancement de la desserte maritime reliant le port de Tamentfoust à celui d'Alger durant l'été 2017. Les travaux de base dans ce port sont achevés à 100%, tandis que les travaux relatifs à l'accostage du bateau de transport ont atteint 50%, selon les superviseurs du projet. Au niveau des communes d'El Mohammadia, Dar El Beida et Bab Ezzouar, le wali a appelé les citoyens et responsables à accélérer l'élimination des paraboles collectives. A Bordj El Kiffan, le wali a inspecté les travaux d'aménagement du Fort turc qui sera transformé en un service public permettant de l'exploiter dans le tourisme local de la commune et cette dernière bénéficiera d'un qual de plaisance au quartier de la Verte rive

d'une longueur de 20 000 mètres carrés et d'espaces verts d'une superficie de 2 700 mètres carrés. Le président de l'APC de Dar El Beida, llyes Kamkani, a, quant à lui, précisé que le plan de développement local avait bénéficié de 450 milliards de centimes pour relancer le plan de désengorgement de la circulation dans la ville en ouvrant de nouvelles pénétrantes.

L. O.

Annaba Plus de 80 commerçants de l'informel bénéficient de stands

AU TOTAL, 84 commerçants de fruits et légumes et de plusieurs produits de large consommation, activant dans l'informel à l'avenue Oued Edhab d'Annaba, ont bénéficié de stands aménagés au marché de proximité, réalisés récemment dans cette rue, a-t-on appris des services de la commune d'Annaba. Cette opération de distribution de ces carrés s'est déroulée après un tirage au sort effectué en présence des commerçants concernés, a-t-on affirmé, soulignant que les anciens espaces de commerces ont été démolis le même jour. L'opération est inscrite dans le cadre de l'éradication des espaces de commerce de l'informel implantés dans les boulevards principaux et les agglomérations de la wilaya d'Annaba, a-t-on fait savoir de même source. Plusieurs nouveaux espaces de commerce ont été réalisés et certains d'entre eux réhabilités dans les grandes agglomérations de la wilaya d'Annaba, entre autres Minadia, Oued Edhab, Oued Fercha et Didouche Mourad, a-t-on ajouté, soulignant que ces espaces respectent les conditions liées à la pratique des activités commerciales de proximité. La wilaya d'Annaba a réalisé «un saut qualitatif» dans le domaine de la lutte contre le phénomène du commerce informel dans les grands groupements d'habitat, à savoir Annaba, El Bouni, El Hadjar et Sidi Amar, a-t-on expliqué. Il est à noter que cette opération a également permis à plus de 500 commerçants ambulants de bénéficier des carrés commerciaux aménagés dans de nouveaux marchés de proximité grâce à la revalorisation des espaces urbains de la ville d'Annaba.

R. R.

Khenchela / Commune de Babar

Lancement du projet Cap Del pour le développement

Le coup d'envoi du projet Cap Del (démocratie participative et développement local), initié par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales en collaboration avec l'Union européenne (UE) et le programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a été lancé dans la commune de Babar, dans la wilaya de Khenchela. Des représentants du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, de l'UE ainsi que les autorités locales ont présidé les travaux d'ouverture du séminaire consacré au lancement des ateliers de concrétisation du projet Cap Del au lycée Kanteri-Sedik de la ville de Khenchela, portant explication du contenu de ce programme. Le programme Cap Del axe sur la démocratie participative et la nécessaire implication des élus locaux, de l'administration et de la société civi-

le dans la concrétisation des projets, à travers le soutien des capacités des partenaires locaux dans le développement en particulier les femmes et les jeunes, a-t-on noté. Dans une déclaration, le directeur national du projet Cap Del, Mohamed Dehmani, a précisé que la commune de Babar est la 10^e localité qui a vu le lancement du Cap Del, signalant que trois ateliers seront ouverts cette journée en présence des autorités locales et porteront sur la participation des citoyens aux affaires publiques locales, l'amélioration et la modernisation des services d'utilité publique et la planification stratégique locale. Les travaux de ces ateliers seront sanctionnés par des recommandations qui permettront, aux membres qui chapeautent le projet au niveau central, l'élaboration d'un projet préliminaire portant sur les axes princi-

aux qui seront développés les 4 années prochaines en concrétisation de ce projet, a-t-il souligné. La commune de Babar a été choisie parmi les 10 localités concernées par le programme Cap Del, financé par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, du programme de l'Union européenne et des Nations unies pour le développement avec un montant de 11 millions et 200 000 dollars pour plusieurs considérations géographiques, environnementales et sociales liées à l'immensité de la surface, les capacités agricoles distinctes notamment dans la production des céréales en plus de son patrimoine culturel, a indiqué le wali, Hemou Bekouche, dans une allocution d'ouverture officielle de ces travaux.

Hatem

D./APS

Bouira

Près de sept millions de litres d'huile d'olive produits cette année

La production d'huile d'olive cette année a atteint près de sept millions de litres dans la wilaya de Bouira, a-t-on indiqué à la direction des services agricoles lors d'une rencontre ayant regroupé, à la maison de la culture Ali-Zaâmour, les autorités locales et la société civile. Durant cette saison oléicole (2016-2017), «nous avons enregistré une production de 6 802 123 litres d'huile d'olive», a indiqué le directeur des services agricole, Djoudi Ganoun, dans son rapport présenté lors de

cette rencontre à laquelle ont assisté des associations, des responsables et représentants de communes. Ce chiffre est en hausse par rapport à la campagne oléicole (2015-2016) qui a connu une production de 56 700 hectolitres, mais il demeure en deçà des attentes compte tenu de l'importance de la surface oléicole dont jouit la wilaya de Bouira et qui s'élève à près de 40 000 hectares, a-t-il observé. La quantité d'olives dans la wilaya de Bouira a atteint 390 659 quintaux, soit une haus-

se de 27% par rapport à la saison d'avant où à peine 300 000 qx seulement ont été cueillis, a détaillé le directeur des services agricoles, ajoutant en outre qu'une superficie de plus de 141 000 hectares est concernée par la plantation d'oliviers pour un montant de plus de quatre millions de dinars. Analysant la situation globale de la filière oléicole dans la wilaya, la DAS de Bouira relève certaines contraintes majeures qui freinent l'élan de la production locale. Il s'agit en premier lieu de l'épisode

sécheresse de l'automne dernier, ce qui s'est traduit, a-t-il dit, par un «retard énorme» dans le processus de maturation du fruit. Raison pour laquelle les huileries de la région ont entamé la campagne de trituration avec un retard de près de 5 semaines, a-t-il relevé. La wilaya de Bouira représente près de 10% de la production nationale oléicole, occupant ainsi la 4^e position derrière Béjaïa (20%), Tizi-Ouzou (15%) et Skikda (10%).

Assia B./APS

— Sahara occidental/ Pour faire respecter les droits de l'Homme par le Maroc —

Paloma Lopez rappelle à l'UE ses obligations

■ La persécution systématique des défenseurs des droits de l'Homme au Sahara occidental et la violation des droits fondamentaux des enfants sahraouis préoccupent l'eurodéputée Paloma Lopez qui rappelle à l'Union européenne (UE) ses obligations pour faire respecter les droits de l'Homme par le Maroc qui occupe les territoires sahraouis depuis 1975.

Par Halim T.

Dans une série de questions adressées à la Commission européenne, la députée européenne a exhorté la haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, à prendre toutes les mesures nécessaires afin de protéger les droits fondamentaux des Sahraouis, notamment des défenseurs des droits de l'homme et des enfants. Selon Paloma Lopez, les journalistes sahraouis Saïd Amidam et Brahim Laajil ont été condamnés, fin novembre 2016, respectivement à trois et quatre mois de prison en raison de leur militantisme pour les droits du peuple sahraoui. «Le 30 septembre dernier, les deux journalistes avaient été interrogés, torturés et détenus pendant 72 heures avant d'être libérés», a-t-elle affirmé, exhortant la chef de la diplomatie européenne à «condamner la répression systématique» des journalistes sahraouis comme l'ont fait

les organisations internationales telles que Reporters sans frontières. L'eurodéputée a invité également Mogherini à prendre toutes les mesures appropriées afin de s'assurer que leurs droits en tant que prisonniers politiques soient pleinement respectés, et que la sentence prononcée à leur encontre soit annulée. Elle a interpellé, en outre, la chef de la diplomatie européenne sur la situation des militants sahraouis Ali Saadoni, Nouradin Elargoubi et Khalielha Elfak, détenus «arbitrairement» à la prison de Laâyoune depuis début décembre 2016. «Ces trois militants sahraouis ont été torturés par la police marocaine lors de leur arrestation», a-t-elle fait savoir, soulignant que le militant Ali Saadoni a même été transporté à l'hôpital le 5 décembre dernier suite à la torture et au mauvais traitement dont il a été victime. Plaidant pour la «libération immédiate» de ces militants sahraouis et compte tenu de la détérioration des conditions de leur détention, l'eurodéputée a appe-



lé la haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité à demander un «accès immédiat» pour des observateurs internationaux dans les prisons où ils sont incarcérés. Cette députée européenne qui dénonce également la violation des droits des enfants sahraouis par le Maroc, a cité de nouveaux cas, ceux d'Essalami Jamal, Yasin Elghouti et Emrikli Abdeslam, jugés pour leur parti-

icipation pacifique à des manifestations pour revendiquer les droits du peuple sahraoui.

L'UE doit prendre des mesures pour la libération immédiate des enfants sahraouis

Selon Paloma Lopez, le Maroc «ne respecte pas les droits fondamentaux des enfants sahraouis», comme le démontre l'arrestation

d'Essalami Jamal, Yasin Elghouti et Emrikli Abdeslam, détenus «illégalement» à la prison de Laâyoune. Elle a exigé, à ce titre, de l'UE de «prendre des mesures afin d'obtenir leur libération» et «mettre fin à la violation systématique des droits des enfants sahraouis par le Maroc», rappelant que l'article 37 de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant stipule qu'«aucun enfant ne doit être soumis à la torture, à des peines ou traitements cruels, à l'arrestation ou détention illégales. (...) L'enfant privé de liberté doit bénéficier d'une assistance juridique ou de toute autre assistance appropriée, et doit rester en contact avec sa famille». Selon des associations de défense des droits de l'Homme, de nombreux enfants sahraouis ont été «détenus, maltraités et torturés» par les forces marocaines, déterminées à poursuivre leur oppression pour briser la résistance du peuple sahraoui à l'occupation de son territoire. Plusieurs exemples ont été rapportés par ces organisations qui continuent de dénoncer la politique marocaine de répression à l'égard des Sahraouis. Dans un rapport adressé à la 28^e session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU le 26 mai 2016, l'organisation britannique Adala UK avait recensé 360 cas d'enfants sahraouis ayant subi des maltraitements de la part des autorités marocaines. La haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères a fait savoir que l'UE a enquêté sur des cas de violation des droits de l'Homme soulevés par l'eurodéputée Paloma Lopez auprès du Conseil national marocain des droits de l'homme (Cndh) mais n'a encore reçu aucune information supplémentaire à ce stade. Dans sa réponse à l'eurodéputée Paloma Lopez, Mogherini a affirmé que l'UE suit de près la situation des droits de l'Homme au Maroc et au Sahara occidental, à travers des contacts avec les organisations de la société civile, les défenseurs des droits de l'homme, le Conseil national des droits de l'homme (Cndh) et ses bureaux régionaux. Selon la chef de la diplomatie européenne, l'UE «exprime constamment ses préoccupations» au sujet des accusations de mauvais traitements et d'impunité, notamment lorsque cela concerne des enfants, dans la cadre de son dialogue politique avec les autorités marocaines qu'elle exhorte à réformer le système judiciaire du pays afin qu'il soit conforme aux normes internationales. Federica Mogherini a réitéré, par ailleurs, le soutien de l'UE aux efforts déployés par le secrétaire général de l'ONU pour «parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, qui garantira l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le cadre d'arrangements conformes aux principes et aux buts de La Charte des Nations unies».

Tunisie / Selon Youssef Chahed

L'encouragement de l'investissement est le point primordial du programme gouvernemental

«L'encouragement de l'investissement est le point primordial du programme gouvernemental visant à résoudre la situation économique difficile», a affirmé le Chef du gouvernement Youssef Chahed. Intervenant au cours d'une conférence de presse pour présenter la nouvelle loi de l'investissement et ses textes d'application, Chahed estimé que «l'investissement, c'est la croissance et la croissance c'est l'emploi». Et de rappeler que l'accélération de l'approbation de la loi sur l'investissement (entrée en vigueur le 1er avril 2017) était l'une des premières décisions prises par son gouvernement. La nouvelle version de cette loi est basée notamment sur la gouvernance de l'investissement et le principe de la liberté d'investir. Toutefois, le Chef du gouvernement a reconnu l'existence de certaines défaillances dans ce nouveau texte qui reste important dans la conjoncture actuelle pour booster l'investissement. L'impulsion de l'investissement ne se limite pas à l'adoption des textes législatifs et de leurs décrets d'application, a-t-il avancé, ajoutant que «l'investissement constitue avant tout une politique et une approche à adopter». Dans son discours, Chahed a mis l'accent sur l'importance de retrouver la confiance dans nos capacités, appelant à mettre fin à toutes les tentatives visant à semer le doute dans les capacités de l'Etat et à diaboliser les investisseurs. Le Chef du gouvernement a appelé, à cette occasion, les députés à accélérer l'adoption,

dans les plus brefs délais, du projet de loi d'urgence économique. Il s'agit de surmonter tous les obstacles entravant la réalisation des projets et de l'investissement, a indiqué Chahed, rappelant que les démarches actuelles nécessitent au moins 2 ans, après la déclaration de l'intention de l'investissement. Pour Chahed, son gouvernement «n'est pas un gouvernement de gestion des affaires courantes», mais plutôt «un gouvernement de réforme». Il a, dans ce cadre, annoncé qu'au cours des prochains jours, son gouvernement annoncera un calendrier détaillé de réformes qui seront entamées en 2017. Ces réformes portent essentiellement sur la modernisation de l'administration, la révision des procédures administratives pour les alléger et les simplifier. L'administration tunisienne devra entrer dans l'ère numérique pour accorder des services rapides, servant les intérêts du citoyen et des investisseurs, ainsi que la croissance de l'économie nationale, a-t-il encore indiqué. Les réformes concernent en outre le système de financement de l'économie, notamment certains secteurs, tels que l'agriculture, l'artisanat et les petites et moyennes entreprises (PME). Le Chef du gouvernement a évoqué la question relative aux banques publiques appelées à jouer pleinement leur rôle en tant que bras financier de l'Etat. Les banques publiques doivent assurer le financement des entreprises et des secteurs qui font face à des difficultés réelles pour obtenir des cré-

dités des banques privées, a-t-il indiqué. A part sa participation au capital des banques publiques (BNA, STB et BH), l'Etat n'est plus en mesure de participer au capital de plusieurs banques, a assuré Chahed. Sur un autre plan, le Chef du gouvernement a évoqué les réformes que le gouvernement compte concrétiser au profit des entreprises publiques, indiquant que la majorité de ces sociétés économiques passent par une situation financière difficile. «Le gouvernement œuvre à élaborer un programme complet pour assurer la restructuration des entreprises publiques, afin de garantir les droits sociaux et d'organiser ces entreprises afin de leur permettre de garantir un rendement financier positif», a encore indiqué le Chef du gouvernement. Il a en outre rappelé que le gouvernement a entamé l'élaboration de la réforme du système de couverture sociale qui sera «un acquis national qui devrait être préservé et développé afin d'assurer sa pérennité pour les générations futures». Il a été convenu avec les partenaires sociaux d'achever les négociations sur la question de la réforme avant fin juin 2017, a annoncé Chahed. Le Chef du gouvernement a adressé un message de confiance et d'appui aux investisseurs, soulignant que le programme du gouvernement est basé sur l'appui aux entreprises tunisiennes et la garantie de toutes les conditions nécessaires à leur réussite aussi bien en Tunisie qu'à l'étranger.

R. M.

H. T./APS



Attentat à Stockholm

L'auteur présumé montré de l'intérêt pour l'EI

■ Le profil de l'auteur présumé de l'attentat au camion bélier qui a fait quatre morts vendredi à Stockholm se précisait hier, notamment son intérêt pour les groupes jihadistes, tandis que des milliers de Suédois devaient marquer leur rejet du terrorisme.

Par Rosa F.

Le suspect arrêté quelques heures après l'attaque, un Ouzbek de 39 ans, devait être expulsé de Suède après le rejet de sa demande d'un permis de séjour, a indiqué la police suédoise au cours d'une conférence de presse. L'homme montrait «de l'intérêt pour des organisations extrémistes comme l'État islamique (EI)», a déclaré un chef de la police nationale, Jonas Hysing, sans autre précision. Il est soupçonné d'avoir été au volant du poids lourd qui a foncé vendredi après-midi dans la foule sur plusieurs centaines de mètres sur l'artère piétonne la plus fréquentée de Stockholm, avant d'encaster son véhicule dans la façade d'un grand magasin. Le mode opératoire rappelle fortement celui des attentats de Nice (sud-est de la France), Berlin et Londres, revendiqués par l'EI. Un deuxième suspect a été arrêté et placé en garde à vue hier sous le même chef de poursuites, a indiqué à l'AFP la juge Helga Hullman du tribunal de

Stockholm, sans préciser ses liens avec le suspect principal. Choqués par l'attentat qui a aussi fait 15 blessés, les Suédois devaient marquer leur rejet du terrorisme lors d'un rassemblement hier dans le centre-ville de la capitale suédoise. Ils étaient des milliers réunis sur la place Sergels Torg, à deux pas de la rue où s'est produit le massacre, selon des journalistes de l'AFP. La police a révélé que les quatre victimes étaient deux Suédois, un ressortissant britannique et un ressortissant belge, une femme selon le chef de la diplomatie belge, Didier Reynders. Une fillette suédoise de 11 ans a perdu la vie, a précisé son entourage. Parmi les blessés, dix-neuf adultes et un enfant – étaient encore hospitalisés hier matin, dont quatre dans un état grave, selon les autorités sanitaires. Le suspect principal, dont la police n'a pas fourni le nom, avait demandé un permis de séjour en 2014 mais l'Office des migrations l'a débouté en juin 2016. «En décembre 2016, l'Office des migrations l'a informé qu'il avait quatre semaines pour



quitter le pays. En février 2017, la police a été saisie pour faire exécuter la décision parce qu'il n'était plus localisable», a précisé M. Hysing. Les autorités ont perdu sa trace, jusqu'à l'attentat de vendredi. Des connaissances indiquaient dans la presse hier matin que l'homme, père de famille qui travaillait dans le bâtiment, ne semblait pas radicalisé. «Il faisait la fête et buvait», selon

un proche. Dans la cabine du camion, les policiers ont retrouvé un engin suspect, sans pouvoir dire s'il s'agissait d'une bombe ou un engin inflammable. Hier, en Norvège voisine, la police a annoncé avoir neutralisé un engin suspect «ressemblant à une bombe» près du centre-ville d'Oslo et arrêté une personne. L'attentat en Suède a profondément choqué le pays nordique,

qui se targue de son ouverture et de sa tolérance. Depuis vendredi, des foules se massent le long des barrières de sécurité, près des lieux du drame, déposant bouquets ou peluches. Plusieurs voitures de police ont été fleuries par des Suédois anonymes. «Nous confions à la Sainte Vierge les victimes de l'attentat terroriste qui s'est produit vendredi dernier à Stockholm, ainsi que tous ceux encore durement éprouvés par la guerre, une catastrophe pour l'humanité», a dit le pape François hier lors de la prière de l'Angélus. Les drapeaux ont été mis en berne sur les bâtiments publics. Le Premier ministre Stefan Löfven, qui a décidé un renforcement des contrôles aux frontières, a annoncé une cérémonie d'hommage et une minute de silence en l'honneur des victimes ce midi (10h00 GMT). La Suède n'avait jusque-là été visée qu'une seule fois par un attentat. En décembre 2010, un homme avait mené une attaque suicide à la bombe, dans la même rue de Stockholm, mais il n'avait que légèrement blessé des passants.

R. F.



Points chauds

Soutien

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quelques semaines Benoît Hamon demandait à Jean-Luc Mélenchon de le rejoindre dans sa campagne pour affronter le premier tour de la présidentielle. Mélenchon avait refusé de renoncer à sa campagne électorale, déjà alors, que les sondages allaient tourner en sa faveur et qu'il serait le candidat le plus à même de porter la gauche vers le second tour. Alors, beaucoup d'observateurs politiques avaient mis en exergue la «préférence» du candidat du Front de Gauche qui, à l'époque, était encore aux environs de 10% dans les sondages des intentions de vote alors que Hamon, lui, arrivait à 16%. Mais aujourd'hui tout a changé et Mélenchon est au coude à coude avec François Fillon et pourrait bien être le troisième homme de cette élection présidentielle. Tant et si bien que le candidat socialiste a publiquement déclaré être prêt à voter pour Mélenchon au second tour si celui-ci arrivait à se qualifier. «Parce que je considère qu'il y a, sur le fond, des proximités politiques. Sinon nous n'aurions pas essayé de nous rassembler (...), c'est la proposition que je lui avais faite. Et pourquoi je la lui avais faite une deuxième fois. Quand il m'avait dit "Manuel Valls, c'est ce qui pose problème dans ton rassemblement". Manuel Valls est [depuis] parti, il a soutenu Emmanuel Macron, donc je me suis tourné à nouveau vers Jean-Luc, je lui ai dit : "Manuel Valls n'est plus là, pourquoi ne viens-tu pas ?"». Mais aujourd'hui c'est bien le candidat du FDG qui est le plus à même d'accéder au second tour et de, peut-être s'il se retrouve face à Marine Le Pen, remporter la présidentielle, alors que les chances de Hamon sont des plus faibles désormais. De son côté, Mélenchon ne manque pas de soutenir le candidat socialiste dans la dure épreuve qu'il traverse après que des dizaines de cadres du PS aient décidé de choisir Emmanuel Macron. «Il mène son combat courageusement, avec des gens absolument régnants (...) qui l'abandonnent jour après jour». «Ils sont totalement déloyaux... ils sont en train de le poignarder», a déploré Jean-Luc Mélenchon. Ce dernier a par ailleurs assuré qu'il respecterait jusqu'au bout le «pacte de non-agression» conclu avec Hamon, et qu'il ne lui mettrait aucune pression pour qu'il le rejoigne dans la course à la présidentielle. «Je ne veux pas exercer sur lui une pression qu'au demeurant je n'avais pas supportée sur moi», a-t-il précisé. Reste à savoir si Hamon finira tout de même par céder face aux sondages et à abandonner la course en faveur de Mélenchon, donnant une réelle chance à celui-ci de se retrouver au second tour ou s'il se maintiendra jusqu'au bout dans l'espoir d'un hypothétique miracle.

F. M.

États-Unis

Un porte-avions américain en route vers la péninsule coréenne

Moins de 48 heures après avoir frappé une base aérienne syrienne, pour punir le régime Assad d'une attaque chimique présumée, les États-Unis ont décidé samedi de montrer leurs muscles sur un autre dossier, le nucléaire nord-coréen. Un porte-avions américain et sa flotte font route vers la péninsule coréenne, a ainsi révélé samedi le porte-parole du commandement américain dans le Pacifique, en mentionnant clairement la menace nucléaire nord-coréenne. «Le commandement américain dans le Pacifique a ordonné au groupe aéronaval déployé autour du porte-avions USS Carl Vinson d'être à disposition et présent dans l'ouest du Pacifique, et ce par mesure de précaution», a déclaré son porte-parole, le commandant Dave Benham, à l'AFP. Il a précisé que «la menace numéro un dans la région reste la Corée du Nord, en raison de son programme de missiles irresponsable, déstabilisateur et imprudent, et de la poursuite (de ses recherches) en vue de disposer d'armes nucléaires». Ce groupe comporte le porte-avions Carl Vinson, de la classe des porte-avions Nimitz, son escadron aérien, deux destroyers lanceurs de missiles et un croiseur lanceur de missiles. Alors qu'il devait initialement aller faire escale en Australie, il a pris la route du Pacifique Ouest depuis

Singapour. La Corée du Nord a réalisé cinq tests nucléaires, dont deux en 2016, et les images satellites décortiquées par les experts de «38 North» suggèrent que le régime de Pyongyang serait en train de préparer un sixième essai. Selon les services de renseignement américains, la Corée du Nord pourrait être à même de disposer d'un missile à tête nucléaire capable de frapper le sol américain d'ici moins de deux ans. Jeudi et vendredi, le président américain Donald Trump et son homologue chinois Xi Jinping ont longuement discuté en Floride (États-Unis), à Mar-a-Lago, dans la résidence privée du nouvel hôte de la Maison Blanche, et Donald Trump aurait demandé à son visiteur de faire pression sur Kim Jong-Un pour que celui-ci cesse son programme d'armement nucléaire. Le président américain a cependant d'ores et déjà menacé le régime de Pyongyang d'une action unilatérale, et cette menace paraît encore plus crédible depuis la frappe ordonnée jeudi soir sur la base aérienne syrienne d'où auraient décollé les avions syriens supposés responsables de l'attaque chimique présumée contre le village de Khan Cheikhoun mardi. Samedi la Corée du Nord a d'ailleurs qualifié cette attaque américaine en Syrie d'acte d'agression intolérable. «La réalité d'aujourd'hui montre que nous devons exercer

pouvoir contre pouvoir, et cela prouve plus d'un million de fois que notre décision de renforcer notre dissuasion nucléaire a été le bon choix», a ajouté un porte-parole non identifié du ministère nord-coréen des Affaires étrangères, cité par l'agence officielle KCNA. Selon plusieurs analystes, ces frappes américaines en Syrie constituaient en fait aussi un message clair à destination de Pyongyang. Le secrétaire d'État américain Rex Tillerson avait prévenu dès vendredi que les États-Unis étaient prêts à «agir seuls» si nécessaire contre la Corée du Nord : «Nous (...) sommes prêts à agir seuls si la Chine n'est pas capable de se coordonner avec nous pour contrer les ambitions nucléaires de Pyongyang, qui violent le droit international», avait déclaré M. Tillerson, depuis Mar-a-Lago. Les experts jugent qu'une frappe en Corée du Nord pourrait être une bonne stratégie du point de vue militaire, mais préviennent que cela risque de mettre en danger la population civile sud-coréenne. Pyongyang a tiré mercredi un missile balistique qui s'est abîmé en mer du Japon, à la veille de la première rencontre entre Donald Trump et Xi Jinping. En février, la Corée du Nord avait tiré simultanément quatre autres missiles, dont trois avaient fini leur course dangereusement près du Japon.



Exposition à Alger

Yacine Aïdoud dévoile «Expressions croisées»

■ Intitulée «Expressions croisées», cette exposition organisée à la galerie d'art «Les ateliers bouffée d'art» se décline en deux univers artistiques différents, mais qui se rejoignent pour dénoncer la situation d'un continent à la fois riche et spolié pour y susciter le sursaut.

Par Adéla S.

Une exposition de peinture interpellant en deux collections les consciences sur les réalités contemporaines du continent africain et de l'Algérie, a été inaugurée, samedi à Alger, par le plasticien Yacine Aïdoud qui livre à travers sa peinture son analyse d'un monde inquiétant.

Intitulée «Expressions croisées», cette exposition organisée à la galerie d'art «Les ateliers bouffée d'art» se décline en deux univers artistiques différents, mais qui se rejoignent pour dénoncer la situation d'un continent à la fois riche et spolié pour y susciter le sursaut.

Dans sa première collection intitulée «Africa Stand Up», une série de peintures très riches en couleurs, présentées sous forme de bandes rectangulaires et qui comportent des silhouettes au crayons, debout, inspirées des sculptures sur bois et des masques africains entourés de symboles universelles.

Cette série est inspirée, confie l'artiste, par la situation d'un continent riche par «ses cultures pluriels, par son humanis-



me, ses couleurs, et surtout ses ressources», rendu pauvre par la «mainmise sur ses richesses que l'Occident exploite de façon éhontée». En une dizaine d'œuvres aux couleurs chatoyantes, évoquant la diversité

de la nature et des paysages, Yacine Aïdoud souhaite également «rappeler à l'Algérien qu'il est d'abord Africain». Dans une seconde série, le peintre décline son constat de la dernière décennie en Algérie, par des sil-

houettes anonymes errant dans des espaces souvent indéfinis, symbolisant l'exode à l'intérieur du pays mais aussi de l'Algérie vers d'autres pays. Certaines peintures, réalisées sur carton, renvoient la frénésie de l'importa-

tion de denrées en tous genres, dont beaucoup plus produites localement, alors mêmes que ces formes évoluent sur des échiquiers en filigrane renvoyant à un «Monde inquiétant» et riche en rebondissements souvent sanglants. Cette série, s'inscrivant dans une recherche sur la société et l'actualité en générale, se caractérise par une diversité de textures et de matériaux, en plus d'une palette de couleurs sobres, inspirées de la terre, où le marron et le blanc restent dominants. Né en 1982, Yacine Aïdoud est un plasticien diplômé de l'École supérieure des beaux-arts d'Alger. Sa première exposition remonte à 2003 et il compte à son actif une dizaine d'expositions individuelles et une participation à la biennale des jeunes créateurs à Naples, en Italie. L'exposition «Expressions croisées» se poursuit jusqu'au 6 mai prochain.

A. S./APS

Projeté en avant-première

Un documentaire sur Hussein-Dey, quartier usé par le temps

L'avant-première de «Nostalgie de la ville d'Hussein-Dey, avenue Tripoli», de Abdelatif Aliane, un documentaire sur un modèle de quartier du littoral algérien, altéré par l'usure du temps des différentes époques et les transformations urbaines et sociétales, a été présentée samedi à Alger.

D'une durée de près d'une heure, le documentaire, projeté à la Cinémathèque d'Alger, est un «cri de colère et de nostalgie» destiné à attirer l'attention sur tous ces changements qui ont «abusé de l'âme d'un quartier du vieil Alger», pourtant connu par le passé avec ses us et coutumes et le «mode de vie bien enraciné de ses habitants». Dans une vision paradoxale qui oppose le passé au présent, Abdelatif Aliane, également poète, offre au spectateur des éléments de comparaison à travers une série de plans séquences, défilés lentement, montrant le vieil Hussein-Dey avec la rue de Constantine – actuelle rue Tripoli – et ses commerces aux différentes vocations sociales.

D'anciens résidents du quartier ont restitué une partie de la mémoire de ce quartier populaire à travers des témoignages qui ont accompagné une succession de vues des

temps anciens et présents, dont certains ont été prises depuis une rame de tramway en déplacement. Insistant sur l'influence «directe» de l'environnement qui transforme l'individu et lui dicte des comportements, les intervenants dans le documentaire ont rappelé quelques valeurs du passé, à l'instar de la leçon de morale ou d'éducation civique prodiguée à l'école, chaque jour en début de cours pour «enseigner aux enfants le civisme et la citoyenneté».

Expliquant que la rue Constantine, qui figurait pourtant par le passé dans «le protocole officiel du passage du cortège présidentiel» – document à l'appui –, a vu progressivement disparaître «les magasins d'artisans», les anciens résidents d'Hussein-Dey ont souligné les transformations profondes dans l'agencement du tissu urbain de leur district, allant de «la démolition des immeubles vétustes, dont certains laissés en ruine, au déterrement des arbres».

Plans d'immeubles bâtis au XIX^e siècle, le Monument aux morts sur la Placette centrale d'Hussein-Dey, les anciennes balances publiques des années 1960, le Dépôt des agriculteurs devenu successivement, Ecole

de police, Centre de transit et actuellement Lycée Taâlibia, le Moulin Narbonne, le documentaire restitue la mémoire du passé en la confrontant à la réalité du présent.

Les intervenants dans le documentaire ont longuement commenté des prises de vues sur la Placette centrale d'Hussein-Dey qui a changé de visage, avec la construction en 1938 de «La Maison du peuple» (actuel siège de la daïra) et, en 1947, du premier Centre de santé en Algérie.

Appelé jadis «Retour des plages», le quartier d'Hussein-Dey où résident actuellement quelque 53 000 habitants «est devenu avec l'avènement du tramway, un lieu de passage de voyageurs de tous bords, contraignant les résidents à vivre en retrait», dressant un regard nostalgique à leur quartier dont l'âme continue de résister tant bien que mal aux changements.

Réalisé avec un financement indépendant entre 2016 et 2017, le documentaire «Nostalgie de la ville d'Hussein-Dey, avenue Tripoli», est né en 2008 sur une idée de Sebâi Mohamed Nidal coréalisateur, et a été produit par la maison «Zaghda-Film».

Racim C.

BD/Edition

Une rare illustration de Tintin adjugée à 753 000 euros aux enchères

Une rare illustration de Tintin tirée de l'album «Tintin en Amérique» a été vendue 753 000 euros, frais inclus, samedi à Paris.

Ce dessin original (21 x 15 cm) réalisé à l'encre de Chine par Hergé, accompagné de sa mise en couleurs sur calque, un des quatre hors-texte en cou-

leurs de l'édition en noir et blanc de 1937, était estimé entre 600 000 et 700 000 euros.

Acquis par un «acheteur européen», le hors-texte représente Tintin, revolver dans la main droite, debout sur le marchepied d'un taxi lancé à pleine vitesse, dans une rue de Chicago à la poursuite de malfaiteurs.

«On est sur un prix tout proche du record atteint en 2015 par un autre hors-texte qui avait été vendu 770 600 euros», a indiqué Eric Leroy, expert Bandes dessinées d'Artcurial, la maison de vente.

«Cela prouve la stabilité du marché d'Hergé, les collectionneurs sont toujours intéressés

par les très belles pièces, ce qui était le cas. Ce hors-texte avec sa mise en couleurs a vraiment la qualité d'une pièce de musée», a-t-il ajouté.

Un hors-texte est un grand dessin en couleurs, sans bulle de texte, inséré dans les albums en noir et blanc de Tintin pour les égayer, a expliqué M. Leroy.

Rendez-vous culturels

Galerie d'Art Couleurs et Patrimoine (4 bis, rue Yahia-Mazouni (El-Biar, Alger)

Du 8 au 22 avril :

Exposition de l'artiste peintre Tazi Maâmar. Vernissage le samedi 8 avril à 14h.

Galerie d'art Sirius (Bd Krim-Belkacem, Télemly, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

Institut Cervantès d'Alger

Jusqu'au 13 avril :

Exposition de photographies «Pütchipüü», en hommage à la communauté indigène des Wayuus.



Coup-franc direct

Faut-il revenir à l'ancienne formule ?

Par Mahfoud M.

Il semblerait que nos clubs refusent la discipline et sont contre des lois qu'ils avaient pourtant acceptées et entérinées. Il faut rappeler que la commission de la Coupe d'Algérie avait déclaré à maintes reprises qu'elle se réservait le droit de changer la domiciliation des rencontres de Dame Coupe, dans le souci de favoriser le spectacle, donner des chances égales aux clubs dans cette compétition qui reste populaire et a un cachet particulier. Cela s'est vérifié à plusieurs reprises, les clubs, surtout de la Ligue 1, refusent de jouer dans d'autres enceintes où ils n'auraient pas pour habitude d'évoluer et ce, juste pour garder leurs chances intactes d'aller le plus loin possible dans cette compétition et pourquoi pas tenter de la remporter. La FAF devrait-elle penser à changer complètement de formule et revenir à l'ancienne étant donné que ces clubs refusent de s'y conformer ? En effet, cela ne sert plus à rien de raisonner ces clubs et leurs dirigeants qui ne veulent entendre que leur propre voix et ne rien savoir. Ils sont même prêts à aller au bras de fer avec la FAF même s'ils savent que ce principe a déjà été appliqué et que d'autres clubs, à l'image même du MCA, ont accepté auparavant. Pourquoi donc se rétracter si ce n'est pour faire dans le populisme et prouver, soi-disant aux supporters, qu'on est là pour défendre les intérêts du club. Si ces derniers s'entêtent à faire imposer leur loi, il vaudrait donc mieux revenir à l'ancienne formule et désigner des terrains neutres pour jouer les matchs de la Coupe d'Algérie et ce, jusqu'à la finale qui, elle, se joue au temple olympique.

M. M.

Coupe d'Algérie de basket-ball

Le tableau des quarts de finale se complète

LE TABLEAU des quarts de finale de la Coupe d'Algérie de basket-ball s'est complété avec la qualification de l'US Sétif, du PS El Eulma et du NB Staouéli. Ces trois formations ont composé leurs tickets, samedi, à l'issue du déroulement de la 2^e partie des 8^{es} de finale.

Le big match de ces 8^{es} de finale, WO Boufarik - PS El Eulma, est revenu à la formation Eulmie, 60 à 58. Annoncée comme une rencontre incertaine, cette confrontation a tenu toutes ses promesses où les deux protagonistes ont du avoir recours à l'extra time pour se départager, alors que le match s'est soldé sur le score de 50 points partout à l'issue du temps réglementaire. De son côté, le derby des Hauts-Plateaux, animé par l'US Sétif et l'IR Bordj Bou-s-Arréridj, est revenu à l'Union sétifienne victorieuse sur le score de 75 à 70.

Le dernier club à avoir validé son billet pour la suite de la compétition est le NB Satouéli. La formation de la capitale a éliminé un autre pensionnaire de la poule 2, l'O. Batna en l'occurrence (81 - 77). Contrairement au championnat (7^e - 12 pts), où

elle devra jouer sa survie parmi l'élite, le NBS continue de faire bonne figure dans l'épreuve populaire et jouera les troubles-fête dans la suite des événements.

La première partie de ces 8^{es} de finale, disputée vendredi, a vu la qualification du GS Pétroliers, de l'USM Blida et du NA Hussein Dey.

A souligner que le CRB Dar El Beïda et l'AB Skikda ont passé le cap des 8^{es} de finale, sans jouer, profitant du forfait respectif du CSMBB Ouargla et du MS Cherechell.

A la suite du déroulement des 8^{es} de finale, les affiches des quarts de finale, prévus à la mi-mai, sont désormais connues. Ainsi, les rencontres PS El Eulma - CRB Dar Beïda et US Sétif - NA Hussein Dey constitueront les attractions phares de ce tour de Dame Coupe.

Dans les deux autres matchs, le GS Pétroliers, tenant du titre et leader de la poule 1, évoluera sur du velours face à l'USM Blida, lanterne rouge de la poule 2. Pour sa part, le match, NB Staouéli - AB Skikda, s'annonce équilibré et ouvert à tous les pronostics.

Championnat d'Afrique des clubs champions de volley-ball (dames)

Le GSP perd face à Pipeline

LE GS Pétroliers (dames) s'est incliné face à la formation kenyane de Pipeline (3-0), en match comptant pour la 2^e journée (groupe C) du championnat d'Afrique des clubs champions, disputée samedi à Monastir (Tunisie).

Pour leur premier véritable test dans ce tournoi, les filles du GSP n'ont pas été au rendez-vous. Après avoir battu les Camerounaises de Bafia (3-0), vendredi, les Pétrolières sont tombées sur plus fortes qu'elles et n'ont pas réussi à enchaîner avec un second succès de suite.

Finalistes de l'édition dernière, les volleyeuses de Pipeline ont dicté leur loi dès le premier set gagné sur le score de 26 à 24. Par la suite, les

Algériennes ont tenté de refaire leur retard dans la seconde manche, afin d'égaliser à un set partout, mais les septuples vainqueurs de la compétition ont réussi à doubler la mise (25-23) prenant par la même occasion une avance confortable dans ce match. Contrairement aux deux premiers sets, le GSP a complètement perdu le fil du match dans le troisième set remporté sur le score sans appel de 25 à 16 en faveur des Kenyanes.

Dos au mur, le GS Pétroliers doit impérativement corriger le tir dès aujourd'hui (15h00 heures algérienne) face à la formation rwandaise de Army pour décrocher la seconde place du groupe C et ainsi disputer les quarts de finale.

Coupe d'Algérie

Les demi-finales au 5-Juillet, les clubs algérois sonnent la révolte

■ Les deux rencontres comptant pour les demi-finales de la Coupe d'Algérie de football auront lieu en fin de compte au stade du 5-Juillet, comme initialement prévu.

Par Mahfoud M.

En effet, CRB-USMBA et MCA-ESS ont été programmés au temple olympique avec un intervalle de 24 heures et ce, après la décision prise par la commission de la Coupe d'Algérie et de la FAF qui avait réuni les quatre présidents de clubs concernés par ces demi-finales sans pour autant trouver un terrain d'entente. Ainsi, le patron de la fédération s'était entretenu au siège de la FAF avec les responsables des quatre formations, mais il a eu du mal à convaincre tout le monde. Si les présidents respectifs de l'USMBA et de l'ESS ont demandé à jouer au temple olympique en argumentant que cela serait mieux pour la sécurité et le spectacle d'autant plus qu'un nombre très important de leurs supporters se rendront à Alger, les présidents du MCA, Ghrib, et du CRB, Bouhafs, ont tous deux rejeté catégoriquement cette proposition, préférant évoluer dans leurs stades respectifs de Bologhine et du 20-Août. Le premier responsable du Doyen a même décidé carrément de sortir de la salle où se déroulait la réunion pour montrer son mécontentement alors que le boss de l'Entente, Hemmar, prenait la parole pour défendre son point de vue.

La décision de vouloir rece-



Le MCA ne veut pas disputer son match face à l'ESS au temple olympique

voir au stade de Bologhine est jugée comme «souveraine et légitime» pour le Doyen, selon les dires de son président Omar Ghrib. Ce dernier estime, en effet, que son club ne fait que faire valoir son droit en appliquant, dans le même temps, le règlement de la compétition.

«J'ai rencontré le président de la Fédération algérienne de football (FAF) et j'ai discuté avec lui à propos de la domiciliation des demi-finales. J'ai fait savoir à monsieur Zetchi que mon club est dans son droit absolu de choisir le stade où il recevra l'ES Sétif en vertu du règlement de la compétition», a déclaré Ghrib à la Chaîne 3 de la Radio algérienne, avant d'enchaîner : «Le MCA n'accepte pas cette décision et mon équipe jouera à Bologhine comme le stipule le règlement».

Pour sa part, le CR

Belouizdad, qui se trouve dans la même situation que son voisin mouloudien, a fait savoir qu'il campe lui aussi sur sa position de recevoir au stade du 20-Août 1955. Dans le cas contraire, la formation de Lakiba boycottera tout simplement la compétition.

De son côté, le président de la commission de la Coupe d'Algérie, Ali Malek, a indiqué à la chaîne de télévision Ennahar TV que «la décision de ladite commission est irrévocable et que les prérogatives de la domiciliation des rencontres relèvent uniquement de la structure qu'il préside».

Toutefois, les deux formations de la capitale n'ont pas dit leur dernier mot et comptent introduire un recours auprès de la FAF. Affaire à suivre.

M. M.

Equipe nationale

Juande Ramos tient la corde

L'entraîneur depuis la fin de la dernière CAN et le limogeage du Belge Georges Leekens. Mais cette situation ne devrait plus durer. La fédération devrait nommer dans les prochains jours un nouveau patron pour «El Khedra». Et, à en croire ce qui se murmure de l'autre côté du palais de Dely Brahim, cet heureux élu devrait être Juande Ramos. L'ancien coach de Séville, du Real Madrid et de Tottenham serait le favori numé-

ro un pour débarquer à la tête des Verts. Malgré son inexpérience sur le sol africain, le technicien ibérique tient la corde auprès du nouveau responsable de la FAF, Kheireddine Zetchi. Les tractations ont débuté et on pense même qu'un accord a déjà été trouvé.

Si la piste Juande Ramos venait finalement à échouer, la FAF pourrait se tourner vers un autre coach espagnol. Juan

Carlos Garrido, un ancien de Villarreal et du FC Bruges, a également été approché. Ce dernier a réussi un passage remarqué en Egypte, mais n'est actuellement pas libre puisqu'il est lié aux Saoudiens d'Al Etifaq. Le prochain match officiel de Mahrez et ses coéquipiers se tiendra en juin et les opposera au Togo dans le cadre des éliminatoires de la CAN 2019.

Coupe de la CAF - 16^{es} de finale bis (aller) Le MCA défait par les Young Africans

Le MC Alger a été battu par l'équipe tanzanienne de Young Africans, 1 but à 0, en match aller des 16^{es} de finale (bis) de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF) joué samedi à Dar Es Salam.

Après avoir réussi à garder sa cage vierge durant la première mi-temps, le Mouloudia d'Alger a fini par plier devant les assauts de l'équipe adverse à l'heure de jeu. La seule réalisation de cette partie est à mettre à l'actif de Kamusoko (60').

Grâce à cette courte défaite, le MC Alger conserve ses chances intactes de passer à la phase de poule. Pour ce faire, les protégés de Kamel Mouassa doivent dans un premier temps remonter leur petit retard et par la suite marquer autant de buts possibles pour parer à toute mauvaise surprise.

Cette manche retour est programmée pour le samedi 15 avril au stade du 5-Juillet d'Alger (18h00). Elle sera dirigée par un trio arbitral kinéen conduit par Yakhoubia Keita.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Permis à points

Le président de la FNAC prévoit une baisse des accidents

L'APPLICATION dans les prochains mois du nouveau permis de conduire électronique biométrique fera que «le nombre d'accidents de la circulation en Algérie baissera d'une manière conséquente». C'est bien la conviction du président de la Fédération nationale des auto-écoles (Fnac), Ahmed Aoudia. «Les accidents de la route qui tuent des milliers de personnes chaque année en Algérie, devraient diminuer de 70% avec l'application du permis à points», a-t-il dit lors d'un point de presse, expliquant que la nouvelle loi prévoit un durcissement des sanctions liées aux infractions et délits ce qui obligera les conducteurs à être plus vigilants. Ainsi, ce dispositif permettra l'exécution de la pénalité et mettra fin aux interventions et à la triche, relève encore le président de la Fédération, affiliée à l'Union générale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa).

Dans ce nouveau système, le permis de conduire est doté d'un capital de 24 points qui sera réduit à chaque infraction commise par le titulaire du permis. Le contrevenant sera également soumis à une amende forfaitaire et à des sanctions pénales selon les cas, conformément à la nouvelle loi. Durant la période probatoire de deux ans, le permis de conduire est affecté d'un capital de douze points seulement, précise le texte qui note que, lors de cette période, l'infraction commise entraîne l'annulation du permis de conduire. Le retrait des points se fait selon un barème qui distingue quatre degrés de contrevenances qui nécessitent un retrait de 1 à 6 points selon leur nature, mais dix points seront retirés en cas de délits. Après le retrait de tous les points, le permis de conduire devient invalide et son titulaire est tenu à le remettre aux services habilités du ministère de l'Intérieur. Dans ce cas, l'intéressé ne peut postuler à l'obtention d'un nouveau permis de conduire, qui sera soumis à la période probatoire, qu'après six mois de la date de

remise de son permis. «Ce délai est porté à un an dans le cas où son permis a fait l'objet de deux invalidations sur une période de cinq ans», précise la loi. Pour le président de la Fnac, l'application du permis à points serait difficile si les pouvoirs publics ne prennent pas une série de mesures primordiales dont la mise en place d'un fichier national contenant les données de tous les conducteurs et l'application du nouveau programme de conduite.

Elaboré en février 2015 par le Centre national des permis de conduire et le ministère des Travaux publics et des Transports, ce programme propose une augmentation des heures de formation à 55 heures (25h de théorie et 30h de conduite) ainsi que l'introduction de deux nouvelles matières : le secourisme et la mécanique. «L'application de ce programme était prévue en mai 2015, mais rien n'a été fait à ce jour», a-t-il déploré, ajoutant que le tarif de la formation sera porté au minimum à 40 000 DA avec le nouveau programme. Le conférencier a appelé aussi la tutelle à «unifier les tarifs pour toutes les auto-écoles au niveau national et mettre fin à l'anarchie». Abordant le problème du manque des circuits d'examen, M. Aoudia a indiqué que «sur les 100 circuits programmés jusqu'à 2012, un seul circuit a été réceptionné à Rouiba». De son côté, le membre du bureau de la fédération, Hadj Mohamed Miloud, a soulevé le sujet du nouveau cahier des charges régissant l'activité des auto-écoles, estimant que certaines dispositions n'arrangent pas les gérants de ces structures. Il a évoqué, dans ce sens, l'exigence de disposer d'un local dont la superficie doit être égale ou supérieure à 30 m², ou celle qui oblige le gérant de changer tous les cinq ans le véhicule. Selon la Fnac, il existe actuellement en Algérie environ 7 000 auto-écoles, alors que le nombre d'examineurs ne dépasse pas les 400 éléments au niveau national.

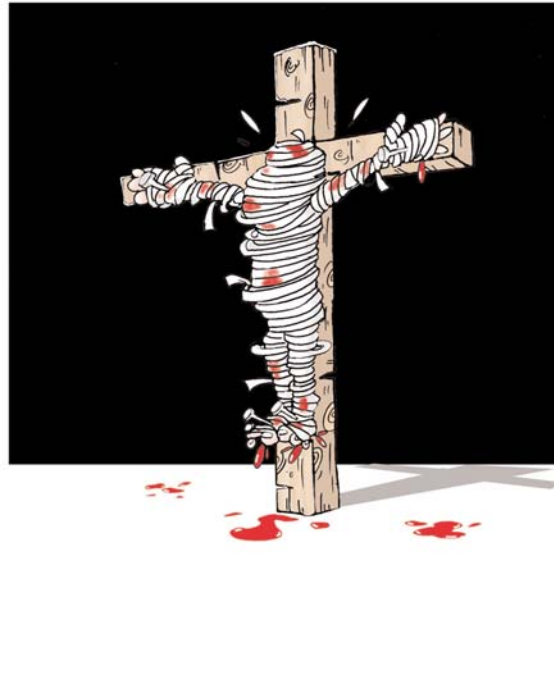
Meriem Benchaouia

Pour prendre en charge la réfection des chemins communaux à Tizi Ouzou Le ministère de l'Intérieur octroie une rallonge budgétaire de 130 milliards

UNE NOUVELLE cagnotte vient d'être accordée par les services du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales à la wilaya de Tizi Ouzou, destinée à la prise en charge des opérations d'entretien et de réhabilitation de chemins communaux de plusieurs communes. C'est ce que la cellule de communication de la wilaya a annoncé, hier, dans un communiqué, précisant que cette enveloppe financière de l'ordre de 130 milliards de centimes a été allouée suite à la récente visite de travail et d'ins-

pection que le ministre Nourredine Bedoui a effectuée le 23 février dernier à Tizi Ouzou. «La subvention constitue un engagement pris par Monsieur le ministre de l'Intérieur et des collectivités locales et qui se trouve aujourd'hui honoré par cette contribution qui permettra de prendre en charge une partie des besoins exprimés par les communes et les comités de villages de la wilaya de Tizi Ouzou dans un secteur sensible», a souligné la même source. Dans le même communiqué, il est rappelé

Attentats contre deux églises en Egypte



Lamis

Djalou@hotmail.com

Attentats en Egypte

Bilan : au moins 38 morts

■ Au moins 38 personnes ont été tuées et 59 blessées hier dans deux attentats à la bombe perpétrés dans la ville de Tanta, à 120 km au nord du Caire, et à Alexandrie

Par Slim O.

L'explosion a eu lieu dans une église de Tanta, selon un responsable du ministère de l'Intérieur, et le bilan des victimes s'élève «à 25 morts et 59 blessés», selon un communiqué du ministère de la Santé. Le bilan précédent faisait état de 15 morts. Le gouverneur de Gharbiya, Ahmad Deif, cité par «Nile News» a indiqué que les services de sécurité avaient

ratisé la zone de l'église pour s'assurer qu'il n'y avait pas d'autres engins explosifs à proximité. Selon lui, il n'y a pas encore d'informations sur la nature de l'attentat. «Soit une bombe a été placée dedans, soit quelqu'un s'est fait exploser», a-t-il indiqué.

Par ailleurs, six personnes ont été tuées et 33 blessées dans un attentat contre une église d'Alexandrie, le deuxième ayant visé hier un lieu de culte chrétien en Egypte, a

indiqué le ministère de la Santé.

«Six citoyens ont été tués et 33 blessés jusqu'à maintenant dans l'explosion (...) dans l'église Saint-Marc à Alexandrie», selon un communiqué du ministère de la Santé. Un premier attentat hier a fait 25 morts et 78 blessés près d'une église de la ville de Tanta, dans le delta du Nil, selon un nouveau bilan du ministère de la Santé.

S. O./APS

Touggourt

Un élément de soutien aux groupes terroristes arrêté

UN ÉLÉMENT de soutien aux groupes terroristes a été arrêté samedi à Touggourt par un détachement de l'Armée nationale populaire, précise hier le ministère de la Défense nationale

dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 8 avril 2017, un élément de soutien aux groupes terroristes à Touggourt», précise la même source. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la crimi-

nalité organisée, «un détachement de l'ANP a intercepté, à Béchar, un narco-trafiquant en possession de kilogrammes de kif traité, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale en ont saisi, à Tlemcen, 2,8 kilogrammes».

R. N.

Accident de la circulation à Biskra

Deux morts et 4 blessés près d'Oumache

DEUX personnes ont trouvé la mort et quatre autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu dans la nuit de samedi à dimanche au lieu-dit Echeka, situé au sud de la commune d'Oumache, wilaya de Biskra, a-t-on appris hier auprès des services de la Protection civile. L'accident, dont les causes sont encore indéterminées, s'est produit sur un tronçon de la route nationale (RN) 3

reliant les wilayas de Biskra et de Ouargla, suite à une collision entre un camion poids lourd et un véhicule léger, a précisé la même source. L'accident, selon la même source, a provoqué la mort sur place de 2 personnes âgées de 25 ans qui étaient à bord du véhicule léger et des blessures de divers degrés à 4 autres âgées entre 21 et 30 ans.

Ali Y.